

Département du Travail des États-Unis
Bureau des affaires internationales du travail
Bureau du travail des enfants, du travail forcé et de la traite des personnes

FOIRE AUX QUESTIONS :

Rapports sur le travail des enfants et le travail forcé

Septembre 2016

1. Quels sont les rapports que publie le Bureau des affaires internationales du travail (ILAB) du département du Travail sur le travail des enfants et le travail forcé au niveau international ?

L'ILAB publie l'édition annuelle des *Conclusions sur les pires formes de travail des enfants*, comme il a été mandaté par la *Trade and Development Act of 2000* (Loi de 2000 sur le commerce et le développement) (TDA), la *Liste des biens produits par le travail des enfants ou le travail forcé*, comme il a été mandaté par la *Trafficking Victims Protection Reauthorization Act of 2005* (Loi de 2005 de ré-autorisation de la protection des victimes de la traite) (liste de la TVPRA), ainsi que la *Liste des biens issus du travail forcé ou de la servitude pour dettes des enfants*, comme il a été mandaté par le décret 13126 (liste issue du décret).

Différencier entre les rapports

2. Quelles sont les informations couvertes par le rapport mandaté par la TDA, la liste de la TVPRA et la liste issue du décret ?

Le rapport mandaté par la TDA traite des pires formes de travail des enfants et présente les profils descriptifs de 134 pays et territoires. Chaque profil comprend des informations sur la prévalence et la répartition par secteur du travail des enfants dans le pays ou territoire en question, le cadre juridique concernant les pires formes de travail des enfants, l'application des lois relatives à celles-ci, la coordination des efforts gouvernementaux sur les pires formes de travail des enfants, les politiques gouvernementales concernant les pires formes de travail des enfants et les programmes sociaux visant à remédier au travail des enfants. Chaque profil débute par une évaluation descriptive indiquant si ce pays a réalisé des progrès significatifs, modérés, minimes ou nuls pour éliminer les pires formes de travail des enfants.

La liste de la TVPRA porte sur les adultes et les enfants et elle se concentre sur les produits issus du travail des enfants ou du travail forcé en violation des normes internationales. Elle compte 139 produits venant de 75 pays. La liste issue du décret porte uniquement sur les enfants en situation de travail forcé et a pour but de veiller à ce que les agences fédérales des États-Unis n'acquièrent pas de biens issus du travail forcé ou de la servitude pour dettes des enfants. Cette liste comprend 35 produits issus du travail forcé ou de la servitude pour dettes des enfants provenant de 26 pays. La liste de la TVPRA, en partie, et la liste issue du décret, dans son intégralité, comprennent également des descriptions du travail des enfants, du

travail forcé ou du travail forcé des enfants intervenant dans l'extraction minière, la production ou la fabrication de chaque bien figurant sur la liste.

3. Quel(s) rapport(s) contient/contiennent des informations sur les adultes ?

Seule la liste de la TVPRA contient des informations sur les adultes ; elle inclut les produits issus du travail forcé des adultes. Les mandats de la TDA et du décret se concentrent exclusivement sur les enfants.

4. Quel(s) rapport(s) contient/contiennent des informations sur le secteur des services, comme le travail domestique ?

Seul le rapport mandaté par la TDA porte sur le travail effectué dans le secteur des services ; les deux listes se concentrent exclusivement sur la production de biens.

5. Pourquoi y a-t-il des différences entre les biens figurant sur la liste de la TVPRA et la liste issue du décret et les informations contenues dans le rapport mandaté par la TDA ?

La liste de la TVPRA et la liste issue du décret se composent de produits venant des secteurs de l'agriculture, de la fabrication et de l'extraction minière/en carrière, ainsi que de la pornographie. Les produits sont inscrits sur ces listes si l'ILAB a des raisons de croire qu'ils sont issus du travail des enfants, du travail forcé, du travail forcé des enfants ou de la servitude pour dettes des enfants en violation des normes internationales. Le rapport mandaté par la TDA contient des informations sur les actions menées par les gouvernements pour remplir leurs engagements internationaux dans le domaine de la lutte contre les pires formes de travail des enfants et comprend une évaluation des efforts de chaque gouvernement. Le rapport mandaté par la TDA présente également un tableau complet du travail des enfants, y compris du travail forcé des enfants et d'autres pires formes, dans les secteurs de l'agriculture, de la fabrication, de l'extraction minière/en carrière et des services dans un pays donné.

6. Quelle est la différence entre la liste de la TVPRA et la liste issue du décret ?

La liste issue du décret a pour but de veiller à ce que les agences fédérales des États-Unis n'acquiescent pas de produits issus du travail forcé ou de la servitude pour dettes des enfants. Elle est donc différente de la liste de la TVPRA, dont l'objectif est de promouvoir les initiatives visant à surveiller et combattre le travail forcé et le travail des enfants dans la production de biens dans des pays étrangers. Le décret portant sur la passation des marchés du gouvernement fédéral américain concerne uniquement les produits figurant sur la liste issue du décret, et non ceux figurant sur la liste de la TVPRA. De plus, la liste issue du décret couvre le travail forcé des enfants ou la servitude pour dettes des enfants, tandis que la liste de la TVPRA se concentre sur une population plus large, qui comprend les adultes astreints au travail forcé et les enfants qui sont exploités par leur travail, lequel travail n'est pas nécessairement forcé ou dans des conditions de servitude.

Rapport mandaté par la TDA

7. Quels sont les critères utilisés par le département du Travail pour évaluer les pays bénéficiaires de la TDA ?

Dans le rapport du comité de la conférence de la TDA (2000), le Congrès a indiqué que les critères suivants devaient être pris en compte pour déterminer si les pays respectaient leurs engagements internationaux d'éliminer les pires formes de travail des enfants. Ces critères précisent notamment si le pays dispose :

- De lois et règlements adéquats proscrivant les pires formes de travail des enfants,
- De lois et règlements adéquats pour la mise en œuvre et l'application de telles mesures,
- De mécanismes institutionnels officiels pour instruire et juger les plaintes liées à des accusations concernant les pires formes de travail des enfants,
- D'une politique globale pour l'élimination des pires formes de travail des enfants,
- De programmes sociaux visant à prévenir l'implication des enfants dans les pires formes de travail des enfants et aider à soustraire les enfants impliqués dans de telles situations.

Le rapport du comité de la conférence de la TDA requiert également la prise en compte d'un sixième critère, à savoir si le pays réalise des progrès continus en vue de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Les évaluations individuelles des pays effectuées par l'ILAB, décrites ci-dessous, documentent le sixième critère plutôt que de refléter la détermination globale de savoir « si un pays a respecté ses engagements d'éliminer les pires formes de travail des enfants ». Cette décision revient au président.

Le département du Travail a rendu ces critères opérationnels au moyen d'une série de questions, qui se trouvent à l'annexe du rapport.

8. Comment le département du Travail évalue-t-il les efforts déployés par les pays pour éliminer les pires formes de travail des enfants ?

À partir de l'édition 2009, chaque rapport mandaté par la TDA identifie un ensemble de mesures que les pays pourraient prendre pour faire progresser leurs efforts visant à éliminer les pires formes de travail des enfants. La mise en œuvre, ou non, de ces mesures suggérées permet d'établir une base à partir de laquelle évaluer les progrès d'un pays. Associées à d'autres efforts entrepris par un pays, ces mesures sont prises en compte lors de l'évaluation des progrès accomplis par un pays au cours de la période visée par rapport aux années précédentes.

Une fois que les efforts d'un pays sont identifiés, l'ILAB évalue (1) l'importance des efforts - des mesures susceptibles d'avoir une incidence appréciable sur l'élimination des pires formes de travail des enfants - entrepris pendant la période visée par le rapport et (2) la mesure dans laquelle ces efforts appréciables correspondaient à certains critères de la TDA, présentés ci-dessus, au cours de la période visée. De plus, l'ILAB cherche à déterminer si un

gouvernement a établi ou n'a pas corrigé des lois, politiques ou pratiques régressives ou nettement préjudiciables qui ont entravé les progrès vers l'élimination des pires formes de travail des enfants et si un gouvernement s'est rendu complice de l'utilisation du travail forcé des enfants, notamment du recrutement par la force d'enfants pour participer à des conflits armés.

À partir des critères ci-dessus, chaque pays figurant dans le rapport mandaté par la TDA reçoit un niveau d'évaluation¹ indiquant clairement les conclusions du secrétaire du Travail sur le niveau des progrès enregistrés par chaque pays vers l'élimination des pires formes de travail des enfants pendant la période visée. Cinq évaluations sont possibles : *Progrès appréciables, Progrès modérés, Progrès minimes, Aucun progrès ou Aucune évaluation.*²

Liste de la TVPRA et liste issue du décret

9. Quels sont les critères utilisés pour évaluer les informations et inscrire des biens sur la liste de la TVPRA ?

Pour dresser une liste crédible aussi complète que possible, l'ILAB a élaboré un projet de méthodologie de recherche qu'il a publié au *Registre fédéral* le 1^{er} octobre 2007, en sollicitant des commentaires du public. Ces commentaires ont été intégrés, le cas échéant, dans les directives de procédure définitives de l'ILAB, qui ont été publiées au *Registre fédéral* le 27 décembre 2007. Voir 72 Fed. Reg. 73374 ou <http://edocket.access.gpo.gov/2007/pdf/E7-25036.pdf>. Les directives de procédure contiennent les cinq grands critères suivants :

- Nature des informations,
- Date des informations,
- Source des informations,
- Étendue de la corroboration par diverses sources, et
- Si les informations indiquent un nombre important de cas de travail des enfants, de travail forcé ou de travail forcé des enfants dans la production du bien.

Ces critères servent à évaluer toutes les informations concernant les biens issus du travail des enfants et du travail forcé en violation des normes internationales pour dresser la liste.

10. Pourquoi la liste de la TVPRA et la liste issue du décret comprennent-elles des biens produits dans le secteur de production informel ou « artisanal » ?

Conformément au champ du mandat de chacune des listes, les recherches de l'ILAB se concentrent sur toutes les activités économiques liées à la production de biens. L'activité économique inclut toute la production de biens dans les secteurs formel et informel, y compris les biens produits pour une consommation strictement personnelle et familiale. Des exemples de l'activité du secteur informel incluent le travail occasionnel à la journée sans

¹ Le département du Travail a commencé à évaluer en 2011 les actions des pays qui entravaient les progrès sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants.

² Voir l'Annexe III dans le rapport complet pour obtenir davantage d'informations sur nos niveaux d'évaluation.

contrat, l'agriculture et la pêche à petite échelle, l'extraction minière et en carrière artisanale, et la fabrication dans des ateliers à domicile. La production de biens illicites est comprise dans ces activités économiques informelles, mais la mention de ces biens sur ces listes n'a pas pour but de faire tolérer ni de légitimer ces biens ni ces formes de travail.

11. Pour quelles raisons la liste de la TVPRA et la liste issue du décret comprennent-elles des biens qui ne sont pas exportés vers les États-Unis ?

La TVPRA charge l'ILAB de surveiller et de combattre le travail des enfants et le travail forcé « dans les pays étrangers », ainsi que d'élaborer une liste de « biens issus de pays ». Elle ne limite pas la liste aux biens qui sont exportés vers les États-Unis. Dans la plupart des cas, l'ILAB ne dispose pas d'informations spécifiant si les biens figurant sur la liste sont consommés sur le marché intérieur ou exportés.

12. Pourquoi est-il important pour les gouvernements de recueillir et de diffuser des données sur le travail des enfants et le travail forcé ?

À mesure que la communauté internationale devient plus consciente des effets négatifs à court et à long terme de l'exploitation par le travail, les gouvernements sont de plus en plus disposés à recueillir et partager des données sur l'ampleur et la nature du travail des enfants et du travail forcé. À ce jour, 98 pays ont recueilli des données sur le travail des enfants, et un nombre plus petit, bien que significatif, de pays ont recueilli des données sur le travail forcé. Les pays qui mènent et publient de telles recherches en comprennent l'importance cruciale pour élaborer des stratégies efficaces de lutte contre ces problèmes, et ils prennent ainsi la tête du mouvement pour le changement.

13. Quels sont les rapports entre d'une part la liste de la TVPRA et la liste issue du décret et d'autre part la loi sur les droits de douane (*Tariff Act*) de 1930 et la loi sur la facilitation du commerce et l'application des lois sur le commerce (*Trade Facilitation and Trade Enforcement Act*) ?

La loi sur la facilitation du commerce et l'application des lois sur le commerce a été promulguée par le président Obama le 24 février 2016. Elle comprend un amendement à la loi sur les droits de douane de 1930 abrogeant la dérogation concernant la « demande des consommateurs » de la prohibition contenue dans ladite loi de l'importation de biens aux États-Unis produits par le travail forcé, le travail d'esclaves ou de prisonniers, le travail forcé d'enfants ou le travail sous contrat de servitude temporaire. Auparavant, cette dérogation avait autorisé l'entrée aux États-Unis de biens issus de ces types de travail si ces biens n'étaient pas produits dans le pays en quantités suffisantes pour répondre à la demande des consommateurs américains. Le service des douanes et de la protection des frontières du département de la Sécurité intérieure fait respecter cette loi. La liste de la TVPRA et la liste issue du décret du département du Travail sont une ressource pour le département de la Sécurité intérieure, mais l'inclusion d'un bien sur l'une ou l'autre de ces listes ne représente pas en soi une interdiction d'importer ces biens aux États-Unis.

14. Dans quel processus de consultation l'ILAB s'engage-t-il avec les pays et secteurs d'activités qui figurent sur les listes ?

Les pays étrangers, les groupes d'activités économiques et la société civile ont plusieurs occasions de s'adresser à l'ILAB au sujet de tous ses rapports concernant le travail des enfants et le travail forcé au niveau international. Chaque année, l'ILAB diffuse un avis au *Registre fédéral* pour solliciter des informations de quelque partie que ce soit au sujet du travail des enfants et du travail forcé dans le monde. Habituellement, les réponses à cette demande proviennent des gouvernements, des secteurs d'activités économiques et de la société civile ; elles servent à l'élaboration de tous les rapports, selon les besoins. L'ILAB envoie également un courrier aux ambassades de tous les pays et territoires couverts par le rapport mandaté par la TDA et les listes, pour demander leurs opinions au sujet du profil-pays dans le cadre de la TDA et de tout bien du pays en question figurant sur les listes. En outre, conformément aux directives de procédure régissant les listes mandatées par la TVPRA et le décret, l'ILAB accueille volontiers les communications de la part des gouvernements, des groupes d'activités économiques et du public à tout moment, et il évalue chaque contribution et y répond individuellement. L'ILAB rencontre également tout au long de l'année tout gouvernement, groupe d'activités économiques ou association de la société civile en faisant la demande concernant des questions relatives aux rapports.

En 2012, le Bureau du travail des enfants, du travail forcé et de la traite des personnes (OCFT) a publié *Réduire le travail des enfants et le travail forcé : Une boîte à outils pour les entreprises responsables*, qui est une ressource gratuite et détaillée dont l'objectif est d'aider les entreprises à lutter contre le travail des enfants et le travail forcé dans leurs chaînes d'approvisionnement. Vous trouverez la boîte à outils à l'adresse : <http://www.dol.gov/childlaborbusinessstoolkit>.

L'OCFT finance des projets de coopération technique axés sur des régions et des secteurs ayant une prévalence élevée de travail des enfants et de travail forcé. Il s'agit d'œuvrer avec des gouvernements étrangers pour dispenser des formations aux inspecteurs du travail et aux agents d'application des lois afin d'appuyer les initiatives de surveillance et de répression du travail des enfants et du travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement de secteurs nationaux clés. De plus, les projets de l'OCFT aident les gouvernements à élaborer et mettre en œuvre des politiques et des plans spécifiques de lutte contre le travail des enfants et le travail forcé, comme des plans d'action nationaux sur le travail des enfants et des politiques de protection des enfants travaillant dans des secteurs précis.

Rôle du département du Travail dans la lutte contre le travail des enfants et le travail forcé

15. Le département du Travail reconnaît-il les progrès réalisés pour résoudre ces problèmes ?

Les trois rapports tiennent compte des efforts en cours pour lutter contre le travail des enfants et le travail forcé. Le rapport mandaté par la TDA met explicitement l'accent sur les lois, l'application des lois, la coordination, les politiques et les programmes sociaux ; il contient des descriptions détaillées des efforts déployés par de nombreux gouvernements pour lutter

contre les pires formes de travail des enfants. Le département du Travail a publié des directives de procédure régissant l'élaboration de ses listes (TVPRA et décret), qui abordent la mesure dans laquelle les efforts des pouvoirs publics, des secteurs d'activités économiques et de tierces parties peuvent être pris en compte dans la décision d'inscrire des biens sur les listes.

16. Que fait le département du Travail pour lutter contre les pires formes de travail des enfants aux États-Unis ?

Le département du Travail est l'unique organisme fédéral qui surveille le travail des enfants et veille à l'application de la législation sur le travail des enfants. La loi fédérale de la plus grande envergure qui limite le travail des enfants est la Loi sur les normes équitables du travail (*Fair Labor Standards Act* ou FLSA), dont l'application est confiée à la Division des salaires et des heures de travail (*Wage and Hour Division* ou WHD) du département du Travail. En outre, la Loi sur la sécurité et la santé au travail (*Occupational Safety and Health Act*) et les réglementations qui lui sont associées, exécutées par l'Agence pour la sécurité et la santé au travail (OSHA) du département du Travail, s'appliquent à tous les employés quel que soit leur âge. La WHD et l'OSHA disposent d'un processus actif d'orientation pour prise en charge des affaires impliquant des mineurs de moins de 18 ans, et les personnels d'application de la loi des différentes agences ont collaboré pendant un certain nombre d'enquêtes.

Le site Internet de la WHD YouthRules! (Place aux jeunes !) dont l'adresse est <http://www.youthrules.dol.gov> fournit des informations sur le travail des enfants, y compris sur les emplois que peuvent occuper des mineurs et leurs horaires de travail autorisés. Un numéro d'appel gratuit de la WHD est également disponible (1-866-4US-WAGE ou 1-866-487-9243) pour obtenir des informations concernant la législation sur le travail des enfants.

Vous trouverez de plus amples informations sur le site Internet de la Division des salaires et des heures de travail : <http://www.dol.gov/whd/>.

Ressources supplémentaires

17. Comment puis-je obtenir des informations pour consulter ces trois rapports ?

Les trois rapports de référence du département du Travail sur le travail des enfants et le travail forcé à travers le monde sont disponibles en version imprimée et électroniquement sur notre site Internet, sur clé USB et au moyen de notre application mobile *Sweat & Toil (Sueur et labeur)*.

Depuis 2015, le rapport mandaté par la TDA est disponible en version imprimée en format magazine, qui comprend un résumé général du rapport, les niveaux d'évaluation de chacun **des 137 pays** et les conclusions régionales sur les efforts significatifs entrepris et les lacunes à combler par les pays. Envoyez un courriel à GlobalKids@dol.gov pour demander des versions imprimées du rapport mandaté par la TDA en format magazine et/ou des deux listes.

Foire aux questions : Rapports sur le travail des enfants et le travail forcé

Vous pouvez télécharger l'intégralité du rapport mandaté par la TDA à partir de notre site Internet.

Nos rapports sont disponibles en formats .html et PDF à www.dol.gov/endchildlabor. Sur notre site Internet, vous pouvez vous rendre sur les pages de chaque pays, où vous trouverez des informations sur la prévalence et la répartition sectorielle des pires formes de travail des enfants dans ce pays, les biens spécifiques produits par le travail des enfants ou le travail forcé dans ce pays, le cadre juridique concernant le travail des enfants, l'application des lois relatives au travail des enfants, la coordination des efforts gouvernementaux concernant le travail des enfants, les politiques gouvernementales sur le travail des enfants, les programmes sociaux pour lutter contre le travail des enfants et des suggestions de mesures que pourrait prendre le gouvernement pour régler ce problème. Vous pouvez également accéder à la Foire aux questions sur chaque rapport et à d'autres informations concernant les rapports dont la traduction est fournie en arabe, en français, en portugais, en espagnol et en russe sur notre site Internet.

Sur notre clé USB, vous pouvez lire les trois rapports, la Foire aux questions sur chaque rapport, des informations traduites concernant les rapports ainsi que des fiches de données sur le travail de l'ILAB. Envoyez un courriel à GlobalKids@dol.gov pour demander une clé USB.

L'application mobile *Sweat & Toil* contient plus de 1 000 pages de recherches concernant les trois rapports. Elle vous aide à trier les données facilement par région, pays, niveau d'évaluation, bien et type d'exploitation – sans avoir besoin d'une connexion Internet ! Vous pouvez télécharger l'application gratuite à partir de la boutique iTunes ou Google Play et accéder aux données à la base de l'application sur notre site Internet : <http://developer.dol.gov/others/sweat-and-toil>.

18. Comment puis-je vous faire connaître mon avis sur ces trois rapports ?

Le Bureau du travail des enfants, du travail forcé et de la traite des personnes accueille volontiers les opinions au sujet de ces trois rapports. Les observations sur les rapports sont aussi les bienvenues et peuvent être communiquées à GlobalKids@dol.gov.